

## LA PUISSANCE RUSSE

La fin de la Guerre froide a permis à la Russie de sortir de sa marginalisation politique et économique. La disparition de l'URSS a donné naissance à une Russie à la recherche de sa puissance, dans un monde en mutation.

Face à l'élargissement de l'Union européenne et surtout de l'OTAN vers l'Est, la Russie développe de nouvelles stratégies pour se réappropriier le rôle de superpuissance tenu par l'ex-URSS sur la scène internationale et asseoir sa mainmise sur l'ancienne sphère d'influence soviétique.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine en 2000, la nostalgie de l'empire disparu a accouché d'une idéologie officielle qui aspire à ressusciter la puissance russe et à reprendre pour partie le contrôle des ex-républiques soviétiques.

Pour ce faire, la Russie s'est servie de la pression énergétique comme substitut à la puissance militaire, ainsi la brève crise du gaz russe en 2006 impliquant la Russie et l'Ukraine a fait courir un frisson de terreur chez les voisins européens dépendant du gaz russe.

S'effrayer de telles évidences confirme effectivement qu'en général, dans notre étrange époque, les évidences semblent surtout faites pour nous aveugler. Bien sûr que la Russie fait de ses exportations en énergie une arme politique et cela est conforme aux formes imprimées aux relations internationales, qui sont des formes de relations de force, par ceux qui les dominaient jusqu'ici outrageusement.

Le grand intérêt de cette crise est la situation qu'elle a révélée et qui concerne le statut et le niveau de la puissance de la Russie.

Il est à notre sens avéré que la Russie est désormais, à nouveau, une puissance renaissante dans un monde où la puissance tend en plus à se morceler.

Ayant reconstruit son empire et repris le contrôle de ses ressources, la Russie ambitionne d'instaurer des relations avec l'Union européenne non comme un pays européen parmi d'autres, mais comme une puissance régionale capable de dicter sa loi à la fois aux différents Etats européens, et à l'ensemble de l'Union européenne qui va devenir de plus en plus dépendante de Moscou pour ses approvisionnements en hydrocarbures.

La priorité actuelle du Kremlin n'est pas tant d'assurer la prospérité du pays que de créer une machine de projection de puissance qui puisse se substituer à la défunte Armée rouge.

Cette machine, c'est le réseau des oléoducs et des gazoducs que le gouvernement russe n'entend pas laisser échapper à son contrôle, pas tant pour des raisons économiques que parce qu'il représente le socle sur lequel la Russie veut bâtir sa puissance en Europe.

Moscou privilégie ainsi les relations bilatérales avec les grands Etats européens, surtout l'Allemagne et la France. Les dirigeants européens ne tarissent pas d'éloges sur le président Poutine et ces bonnes faveurs permettent désormais à la Russie d'obtenir ce qu'elle veut : autocensure sur la question tchétchène, abandon des exigences en matière de démocratie et de liberté d'expression...

En revanche, dès qu'une obstruction de l'Union européenne apparaît, la tactique russe est simple : faire appel de manière bilatérale aux Etats pour faire aboutir une question particulière.

Le but de la stratégie actuelle du Président Poutine est de créer une troïka Paris-Berlin-Moscou qui prendrait les décisions importantes et dispenserait la Russie de passer par le mécanisme européens où elle n'a guère de chances d'imposer sa volonté.

Cette tactique aurait pour effet d'extorquer des concessions supplémentaires aux Européens dans la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale.

Contrairement à l'intégration européenne qui est précédée par des accords économiques et une extension des normes juridiques européennes aux pays candidats, l'intégration à la russe résulte bien souvent de décisions politiques imposées par Moscou à des régimes affaiblis.

L'élargissement de l'Union Européenne et la tentative de reconquête par la Russie de sa périphérie ne peuvent manquer d'entrer en collision tôt ou tard.

En politique intérieure et extérieure, il n'y a aucune convergence entre une Europe qui choisit la subsidiarité et le compromis et la Russie de Poutine où le pouvoir d'un seul ne cesse de s'accroître, et n'est limité ni par la coutume, ni par les institutions.

L'Union européenne semble aujourd'hui tout aussi réticente que les Etats-Unis à laisser la Russie reconstituer son empire. Quelques injonctions diplomatiques critiquant la dérive autoritaire du Kremlin n'ont cependant pas été

suivies de mesures restrictives pour limiter les dynamiques parallèles engagées par Moscou sur le plan économique ou diplomatique pour renforcer la position de la Russie sur la scène internationale.

Concernant le rapprochement avec les Etats Unis, au lendemain du sommet de Nice en décembre 2000 où la Russie a échoué à imposer son influence dans les décisions européennes, Poutine a entrepris de rechercher une entente avec les Etats-Unis.

Renforcée par la lutte commune contre le terrorisme international après le 11 septembre 2001, l'alliance entre les Etats-Unis et la Russie a eu de vives répercussions en Europe.

Ainsi, le partenariat stratégique conclu avec les Etats-Unis et les Européens s'articulait autour de quatre axes :

- la lutte commune contre le terrorisme islamiste ;
- la gestion partagée de la zone de crise en Asie centrale ;
- La semi-intégration de la Russie à l'OTAN
- et la coopération énergétique.

En pariant que la clé du rapprochement avec l'Union Européenne passait par le renforcement de ses relations avec Washington, Poutine a déçu les effets de la diplomatie russe.

Désormais Moscou ne se contente plus de mettre les Etats européens en concurrence mais inclut les Etats-Unis dans ce jeu de faveurs.

Par ailleurs, l'accumulation des facteurs de tension, avec les pays occidentaux et les échecs de la diplomatie russe en Géorgie comme en Ukraine ont suscité à Moscou un débat, certes limité, sur la politique étrangère du président Poutine.

Le rapprochement avec la Chine opéré au cours de l'année 2005, a alimenté ces interrogations.

Après avoir réglé en 2004 leur dernier différend frontalier sur les îles de la région de Khabarovsk, Moscou et Pékin ont renforcé leurs relations dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai<sup>1</sup>, allant jusqu'à mener, pour la première fois, en août 2005, des manœuvres militaires communes de grande ampleur dans le Pacifique.

Est-ce la première étape vers une alliance plus étroite dirigée contre Washington ?

Plusieurs obstacles se dressent sur ce chemin.

Les relations entre les deux pays sont marquées par une méfiance réciproque, chacun ayant peur de l'autre ne l'instrumentalise dans ses rapports avec les Etats-Unis. La Chine est engagée dans une montée en puissance rapide, tant sur le plan économique que militaire, pendant que la Russie peine à freiner son déclin et à redevenir une puissance régionale.

Une coopération trop étroite pourrait en cas de conflit avec Washington et Pékin, placer la Russie entre le marteau américain et l'enclume chinoise.

Une configuration dans laquelle, Moscou veut éviter de se retrouver.

L'objectif prioritaire de la coopération avec la Chine est le développement de l'Extrême-Orient russe et de la Sibérie, dangereusement menacés par le déclin démographique, alors que les principales richesses de la Russie, notamment les hydrocarbures, y sont concentrées.

L'entreprise de restauration de la puissance russe dans l'ancien empire soviétique n'est que le prélude à l'accomplissement d'un dessein plus vaste, que traduisent les propos de l'ex-président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma, Dmitri Rogozine :

« Ce n'est pas à l'OTAN de s'étendre vers l'Est, c'est à la Russie de s'étendre vers l'Ouest ».

Dès novembre 1999, Poutine avait déclaré que les intérêts stratégiques de la Russie incluaient les régions au Sud de la Russie et la Baltique. Depuis l'éclatement de l'URSS, Moscou a utilisé l'arme énergétique pour amener les Etats de « l'étranger proche » à abdiquer des pans toujours plus importants de leur indépendance.

La perspective de l'élargissement de l'Union Européenne a accéléré les efforts de la Russie pour mettre la main sur les infrastructures énergétiques des pays candidats. L'imposition d'une tutelle russe sur le plan économique est une réalité comme en témoigne la décision de créer en 2003, un espace économique commun entre la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie.

L'Ukraine a été mise en garde sur les conséquences néfastes que ce marché eurasiatique aurait sur le marché européen qu'elle allait intégrer un an plus tard.

---

<sup>1</sup> Créé en 1996 par la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghistan et le Tadjikistan, le groupe de Shanghai s'est transformé en organisation de coopération de Shanghai (OCS) en juin 2001 avec l'adhésion de l'Ouzbékistan. Ses activités portent en premier lieu sur les questions de sécurité régionale, en particulier la lutte antiterroriste. En juillet 2005, l'Inde, le Pakistan et l'Iran sont devenus observateurs.

A l'inverse, les pays de la Mer noire misent sur une coopération régionale pour contourner la tutelle de Moscou. En 2005, la réanimation du GUUAM<sup>2</sup> affiche une volonté de renégocier l'influence et de réduire les pressions de Moscou sur la périphérie, notamment concernant la ponction et la diversification des routes d'approvisionnement des ressources naturelles.

La Géorgie et l'Ukraine apparaissent comme des corridors importants pour le transit brut de la Caspienne vers l'Europe. Plusieurs tracés d'oléoducs, qui transiteraient par la Moldavie, la Roumanie et la Hongrie, sont à l'étude. Par ailleurs, l'Ukraine et la Moldavie ont signés avec Bruxelles « un plan d'action » impliquant une coopération renforcée sur les plans économiques et politiques.

En mars 2005, la Commission européenne a proposé la même chose à la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Très souvent, la corruption et l'éclatement des Etats post-soviétiques ont été en grande partie imputables aux manœuvres russes, Moscou s'efforçant de maintenir partout au pouvoir des chefs discrédités qui ne restaient en place que grâce à l'appui russe.

La tutelle de Moscou pérennise le sous-développement politique et économique dans ces Etats.

Dans ce contexte, le risque de contagion démocratique du scénario géorgien et ukrainien est vécu comme une menace par les Russes.

Alors qu'une nouvelle génération de politiciens pro-occidentale a émergé, balayant l'ancienne nomenclatura soviétique et ses pratiques de bourrage d'urnes, la Russie a perdu ainsi de son influence en Géorgie et en Ukraine.

Au Kirghizstan, la « révolution » avortée a bien failli coûter à la Russie son influence politique et économique sur le pays.

Les enjeux économiques, notamment les tracés des oléoducs et gazoducs, croisent les enjeux sécuritaires.

La guerre en Tchétchénie et plus largement les tensions au Nord-Caucase ont des répercussions sur les tensions au Sud-Caucase comprenant la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Outre, des conflits en sommeil comme le Nagorny-Karabakh, cette région est en proie à des luttes d'influence et des velléités sécessionnistes, comme l'illustre la guerre en Tchétchénie et ses répercussions au Daghestan et en Ingouchie.

Après avoir mis au pas l'Adjarie, le jeune président géorgien compte poursuivre la réunification du pays en obtenant la soumission de deux républiques qui se sont proclamées indépendantes, avec le soutien de Moscou, au début des années 1990 : l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

L'instabilité en Géorgie, considérée comme le principal pion stratégique des Américains dans le Caucase, illustre les foyers potentiels de conflit qui menacent la Russie à sa périphérie.

En plus de ces problèmes périphériques, la Russie est encore confrontée aux conséquences de l'effondrement de l'ex-URSS dont le coût social et culturel a été colossal.

La restructuration économique a créé des monstruosité dans les inégalités, l'insécurité, la destruction de l'environnement, etc.

A l'époque, le président Poutine s'est retrouvé confronté à un énorme problème dont la solution était simple: seule la reconquête de certaines ressources par l'État, éventuellement avec des méthodes contestables selon nos "valeurs", pouvait redonner à cet État une puissance lui permettant à nouveau d'exister.

Cela fut fait, essentiellement en direction du secteur énergétique. Cette reconquête coïncida avec une augmentation régulière du prix de l'énergie sur les marchés internationaux.

L'État russe s'est retrouvé en position de puissance grâce à la manne des exportations d'énergie.

Cette dynamique a pris une telle ampleur que les conditions ont favorisé rapidement une politique de l'énergie. Plus les exportations renforçaient l'État, au plus cet État en venait naturellement à ce privilège des États forts: transformer leurs avantages économiques dans les relations internationales en politique cohérente, c'est-à-dire en politique de puissance.

C'est ce qui s'est révélé lors de la crise avec l'Ukraine, et non pas à propos des relations russo-ukrainiennes mais à propos des relations de la Russie avec l'Europe d'une part, avec les grands pays d'Asie (Chine, Japon) d'autre part.

---

<sup>2</sup> Alliance stratégique, politique et économique fondée en 1996 pour renforcer l'interdépendance et la souveraineté de la Géorgie, de l'Ukraine, de l'Ouzbékistan, de l'Azerbaïdjan et de la Moldavie.

Le coup est d'autant plus imparable que nous entrons dans l'ère de la crise de production (demande augmentant, production stagnant) qui interdit de trouver pour l'instant une alternative à la Russie tout en renforçant constamment la Russie avec l'augmentation du prix de l'énergie.

Ironie d'une situation qui met la logique du marché libéral au service du renforcement d'un État qui est pour le moins méfiant à l'égard du libéralisme. Cette situation est la même pour le Venezuela de Chavez, quatrième producteur mondial de pétrole.)

Le cas de la Russie est unique. La Russie est une super-puissance nucléaire.

La chose paraissait d'un intérêt relatif au cours de la dernière décennie.

Le nucléaire stratégique garantissait contre une agression mais n'offrait pas à lui seul de possibilités d'une politique offensive.

Aujourd'hui, les choses ont changé. La nouvelle puissance de nation exportatrice d'énergie de la Russie s'affirme d'un point de vue politique. Cette puissance de nation exportatrice s'inscrit naturellement dans le cadre de la puissance militaire (nucléaire stratégique) russe, pour s'affirmer en toute impunité.

Il n'est pas possible de songer à manipuler la puissance exportatrice russe comme on peut le faire dans le cas, par exemple, de l'Arabie Saoudite.

Et les deux paramètres dynamiques essentiels de la puissance au XXIème siècle sont devenus, notamment à cause de l'action des États-Unis depuis le 11 septembre 2001: d'une part, la puissance militaire en général, avec la nouveauté que l'utilisation "conventionnelle" du nucléaire, c'est-à-dire dans les conditions autres que les cas exceptionnels (dissuasion nucléaire) envisagés jusqu'ici, n'est plus une option proscrite.

Enfin, l'énergie est devenue un facteur essentiel de la puissance, tant à cause des conditions objectives (crise de la production) que des orientations imposées par la politique étrangère des États-Unis (attaque de l'Irak, à cause notamment de ses ressources pétrolières).

Ces deux conditions réunies dans une seule puissance définissent la Russie, et seule la Russie bénéficie de cette conjonction.

Les Russes sont en train de le comprendre ou, dans tous les cas, ils agissent naturellement comme s'ils le comprenaient.

Un signe convaincant de cette attitude se trouve dans les bruits qui courent selon lesquels Poutine, qui devra quitter la présidence en 2008 (la Constitution russe limite la présidence à deux mandats successifs), pourrait poursuivre sa carrière en prenant la direction de Gazprom.

Cette possibilité est présentée directement comme la poursuite de la politique de Poutine "par un autre moyen". C'est reconnaître de façon ouverte (officieusement, peu importe: ce qui compte ici, c'est l'expression implicite des conceptions du pouvoir), d'une part le poids considérable de l'exportation de l'énergie dans la politique de sécurité nationale, d'autre part la volonté de donner à ce poids un rôle actif, créateur, dans la politique de sécurité nationale, et notamment la politique extérieure.

Cette démarche est moins évidente qu'il ne paraît lorsqu'on fait la différence entre le poids des exportations pétrolières dans la politique étrangère de l'exportateur (ce poids existe de facto) et le rôle créateur que ce poids peut jouer s'il est bien utilisé (ce rôle n'existe que si la volonté politique et la capacité créatrice existent).

Quelques précédents existent ainsi le Shah d'Iran, à partir de la fin des années 1960, a voulu utiliser son poids d'exportateur de pétrole pour créer et développer un rôle politique et diplomatique important tout en essayant de mener des réformes importantes.

Il a réussi en partie, en renforçant considérablement le rôle de l'Iran jusqu'à faire tenir à ce pays, le rôle dominant dans la région, comme partenaire des États-Unis.

Son échec final tient à d'autres aspects de son régime et ne discrédite nullement l'idée initiale.

L'autre exemple est actuel, c'est celui du président Chavez au Venezuela.

La puissance pétrolière est devenue un élément majeur d'une politique extérieure qui donne à ce petit pays un poids d'influence considérable dans sa zone et même en-dehors. Le président Chavez utilise le pétrole selon des objectifs politiques avoués et proclamés, jusqu'à des opérations ponctuelles étonnantes (lorsqu'il propose de vendre du pétrole à bas prix à des organisations humanitaires et des activistes américains pour qu'elles le redistribuent dans des milieux américains pauvres et défavorisés sous forme de produit de chauffage notamment)

Le même processus est possible pour la Russie avec, en plus, le facteur unique de la puissance militaire et stratégique nucléaire. Les Russes tiennent là, surtout dans la situation de crise pétrolière et énergétique actuelle, une formule inédite d'affirmation de la puissance.

Ce n'est pas la seule notion de puissance: la capacité technologique avancée peut être un autre de ces moyens pouvant renforcer décisivement une politique étrangère et de sécurité nationale.

Ce phénomène russe est en train de s'imposer comme un facteur important de recomposition de la structure internationale, de l'unipolarité américaine vers la multipolarité.  
Certains, en Europe, s'en sont aperçus tel la France et l'Allemagne.

Certes, Moscou souffre de faiblesses structurelles (déclin démographiques, économie de rente, centralisation excessive du pouvoir conjuguée à la faiblesse de l'Etat, absence de réels contre-pouvoirs...), qui en font aujourd'hui un acteur de second rang sur la scène internationale en dépit de son arsenal nucléaire, de son siège de membre permanent au Conseil de sécurité et de son appartenance au G8.

Mais, à court terme, Moscou dispose de deux atouts. D'abord, la formidable manne que constituent pour son économie les cours élevés du pétrole et compte tenu de l'instabilité au Proche-Orient, du besoin accru des occidentaux de diversifier la source de leurs approvisionnements.

Le second atout réside dans les difficultés des Etats-Unis et des Européens car l'Asie centrale risque, comme l'Irak et l'Iran, de devenir une source de préoccupations.

Indéniablement, la Russie du Président Poutine à défaut d'être restée une superpuissance est devenue une puissance régionale qui ne manquera pas d'influer sur la puissance régionale émergente qu'est l'Europe.

N. ZAMMIT Ph.D